

## JEAN-LUC RACINE

Directeur de recherche du CNRS au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS), à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS Paris)

La transition décisive dans laquelle l'Inde s'est engagée il y a près de vingt ans s'est développée à travers des confrontations d'idées qui ont créé le climat intellectuel nécessaire pour que la dynamique du changement se matérialise en Inde et soit comprise à l'étranger. À la fin des années 1980, l'Inde faisait face à un paradoxe. Elle était l'héritière directe d'une brillante civilisation ancrée dans trois mille ans de réussites matérielles et intellectuelles. Elle était également sur le point de devenir, après la Chine, le deuxième pays au monde à franchir le cap du milliard d'habitants, qui fut franchi en l'an 2000. Cependant la richesse de son histoire et l'importance de sa démographie étaient bien supérieures à son poids économique et à son statut diplomatique. Représentant environ 15 % de la population mondiale, l'Inde contribuait pour moins de un pour cent du commerce mondial et, sur la carte géopolitique du monde, les jours glorieux du Mouvement des non-alignés étaient largement oubliés. L'Inde ne bénéficiait pas d'un siège à la table d'honneur de la politique mondiale, celle où siègent les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

Aujourd'hui, l'Inde est encore à l'extérieur du Saint des Saints de l'ONU, et sa contribution relative au commerce mondial n'a augmenté que de façon marginale. Mais sa perception d'elle-même a changé de façon spectaculaire. Il en est de même de l'image qu'elle a du monde et, ce qui est tout aussi important, de la nouvelle image que le monde a de l'Inde. "L'Inde partout" (*India everywhere*) : tel était le slogan choisi par la forte délégation indienne au sommet de Davos de 2006. Certes, des sujets de préoccupation, anciens et nouveaux, posent de vrais défis, mais l'Inde est clairement entrée dans une nouvelle étape de son histoire. De 1947 aux années 80, elle était un pays postcolonial, coulé dans le moule nehruvien qui l'a mise sur les rails, mais au ralenti. Aujourd'hui, l'Inde est un pays post-postcolonial, dont les décideurs estiment que le paradigme nehruvien doit être adapté aux nouvelles réalités. Ils n'oublient pas le passé et son héritage, mais ils pensent avec un regain de confiance en l'avenir d'une « Inde résurgente ». Ils pensent que la mondialisation est davantage une opportunité qu'une menace, et ils agissent pour hausser le statut de l'Inde dans le monde, qu'ils soient membres du gouvernement ou PDG de grandes entreprises, publiques ou privées, industrielles ou de services qui investissent à l'étranger dans les pays avancés comme dans les pays où les ressources sont disponibles, en particulier l'énergie.

Cependant, le statut de l'Inde reste encore ambigu. Elle est à points de vue la puissance dominante en Asie du Sud mais elle n'a pas été en mesure de normaliser ses relations avec ses voisins les plus importants, le Pakistan et le Bangladesh. Les médias indiens et les analystes reconnus font l'éloge de "l'Inde libérée" (*India Unbound*), et publient des ouvrages intitulés "L'Inde dynamique" (*India Empowered*) et « L'Inde, prochaine superpuissance mondiale? ». Il y a toutefois une différence entre avoir des ambitions mondiales et être une grande puissance au sens plein du terme. Le Premier ministre Manmohan Singh peut parfois rappeler que « l'émergence de l'Inde comme grande puissance mondiale, (est) une idée dont le temps (est) venu », mais généralement il préfère définir l'Inde comme « une nation unie, qui a confiance en elle et qui va de l'avant pour trouver sa place légitime dans le concert des nations » — une formulation plus mesurée.

L'origine du changement de statut de l'Inde se situe dans les années 90. En 1991, le parti du Congrès tout juste revenu au pouvoir lance une politique volontaire de réformes économiques mesurées mais continues, qui est toujours en cours. En 1998, la force politique rivale de la droite nationaliste hindoue, le Bharatiya Janata Party, conduit cinq essais nucléaires peu après son arrivée au pouvoir. Ces deux événements, l'un économique, l'autre stratégique, ont témoigné d'une nouvelle affirmation de soi, qui a payé : après 2003, le taux de croissance annuel du PIB s'est maintenu à 8 à 9 %, et les États-Unis ont commencé, en 2000, à reconsidérer leur diplomatie vis-à-vis de l'Asie du Sud en s'engageant dans un rapprochement d'ensemble avec New Delhi. « L'accord nucléaire civil » négocié par l'administration Bush avec l'Inde de 2005 à 2008, mais aussi avec les 45 pays du groupe des fournisseurs nucléaires et avec le Congrès des États-Unis est l'expression la plus significative de cette nouvelle attitude.

Dans sa proximité immédiate, l'Inde cherche à améliorer ses relations difficiles avec ses voisins, en particulier le Pakistan et la Chine. Elle suit une double stratégie. D'une part, elle modernise l'arsenal de l'une des plus grandes forces militaires du monde. D'autre part, le commerce, l'économie et la coopération sont désormais des instruments revalorisés dans la boîte à outils indienne de la diplomatie régionale. Dans ce que l'Inde a appelé son « voisinage étendu », New Delhi a développé depuis 1992 une active « politique de regard vers l'Est » et elle essaie de reproduire ce succès en Asie de l'Ouest—notre Moyen Orient—, tandis qu'elle renforce sa flotte dans l'océan Indien.

Sur un champ asiatique élargi, la nouvelle dynamique de l'Inde apparaît à un certain nombre de pays asiatiques — dont le Japon— et à Washington comme un contrepoint à la montée en puissance de la Chine, quelle que soit la différence de poids entre les deux pays. L'Inde est donc de plus en plus une puissance asiatique. Mais cette tendance n'est pas basée sur une simple logique d'opposition à la Chine. Le nouveau « grand jeu » en cours est plus complexe, et New Delhi joue toutes ses cartes pour le développement d'une véritable diplomatie mondiale, en multipliant les « partenariats stratégiques » avec de nombreux pays, y compris la Chine. Il y a certainement à New Delhi une tentation de jouer la carte américaine pour en tirer des bénéfices et hausser son statut mondial. Mais cela n'implique pas que l'Inde se joigne à une « ligue des démocraties » parrainée par les États-Unis, ce qui aurait pour effet de l'attirer dans une orbite à laquelle l'Australie et le Japon sont déjà fermement amarrés. En fait, l'Inde a aussi des divergences avec Washington sur les questions débattues à l'Organisation mondiale du commerce ou sur la nécessité d'élargir le Conseil de sécurité des Nations Unies. Plus près de Washington qu'auparavant, l'Inde élabore néanmoins des actions conjointes Nord-Sud pour la réforme de l'ONU, et des batailles communes Sud-Sud contre les énormes subventions accordées par l'Union européenne et les États-Unis à leurs agriculteurs. New Delhi s'engage également dans le renforcement de la coopération entre les pays émergents, comme en témoigne le nouvel axe Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBSA).

Par définition, « l'Inde émergente » est engagée dans un processus de transition inachevé. Puissance régionale étendant son premier cercle d'influence au-delà des confins limités de l'Asie du Sud, l'Inde émergente devient également un acteur mondial, sans être encore une puissance mondiale à part entière. Son nouveau statut n'est pas sans inconvénients, et des défis doivent être relevés. Son faible rang sur l'indice du Développement humain mondial montre que beaucoup reste à faire pour la mise en œuvre de la « croissance inclusive » affichée comme objectif prioritaire du gouvernement. L'étendue de la pauvreté, la hausse des inégalités, la crise de l'agriculture, les défis de l'environnement et de l'approvisionnement en énergie limitent l'essor de l'Inde.

Toutefois, la dynamique du changement est telle que l'on doit d'ores et déjà s'interroger sur le type de puissance mondiale que « l'Inde résurgente » sera le moment venu. New Delhi plaide pour un système multilatéral rénové et équitable, plus ouvert aux pays émergents. L'Inde deviendra probablement membre du G-13 – l'actuel G-8 élargi à l'Inde, la Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud et le Mexique – avant que le Conseil de sécurité ne soit réformé. En fait, le véritable objectif des dirigeants indiens est un mélange de multipolarité et de multilatéralisme : multipolarité pour entrer dans le cercle des États qui comptent, et multilatéralisme pour équilibrer les relations entre ces puissances majeures, mais inégales. Est-ce de la *realpolitik*? L'Inde est en train d'inventer sa manière d'être une démocratie, en adaptant les logiques de caste à une politique compétitive. Elle a sa propre façon d'être capitaliste et favorable au marché. Elle pourrait aussi bien inventer sa manière d'être une puissance montante et peut-être, demain, une puissance mondiale – une parmi d'autres. Lorsque le ministre indien des Affaires étrangères Pranab Mukherjee note qu'« aujourd'hui, il y a des liens et une coopération sans précédent entre les grandes puissances » et suggère que « ce dont le monde a besoin n'est pas d'un équilibre des pouvoirs à la mode ancienne, mais d'un système bien conçu pour favoriser un « équilibre des intérêts » entre les grandes puissances »; et quand il estime que les accords de sécurité régionale nécessitent également d'assurer un « équilibre des intérêts entre les États », il exprime ce que sont les attentes de l'Inde dans sa phase actuelle d'émergence en tant qu'acteur mondial : la recherche de ses intérêts, couplée à la recherche d'un équilibre entre les acteurs. Cette ligne n'exclut pas la concurrence, ni même des rivalités, mais elle appelle à la négociation. Si le rêve indien se réalise de cette façon, l'héritage de Jawaharlal Nehru aura survécu dans un monde bien différent de celui qui existait en 1947, lorsque l'Inde colonisée devint un pays libre.